

FAITS SAILLANTS

- La reprise des affrontements entre groupes armés dans la Préfecture de la Ouaka génère de nouveaux déplacements de population ainsi qu'une situation humanitaire critique. Les dernières violences dans les villages de Tagbara et Seko en attestent.
- La situation sécuritaire dans les environs de la ville de Paoua ne permet toujours pas à la majorité des déplacés de regagner leurs villages d'origine et de reprendre leurs activités. Les exactions des groupes armés sur les civils persistent.
- Le Plan de réponse humanitaire d'un montant de 515,6 millions de dollars n'est à ce jour financé qu'à hauteur de 4%. Il cible 1,9 millions de personnes dans le besoin.

CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	687 398
# de réfugiés centrafricains	546 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,5 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M

FINANCEMENT

515,6 millions \$

requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

21,8 millions \$

ont déjà été mobilisés, soit 4% des fonds requis

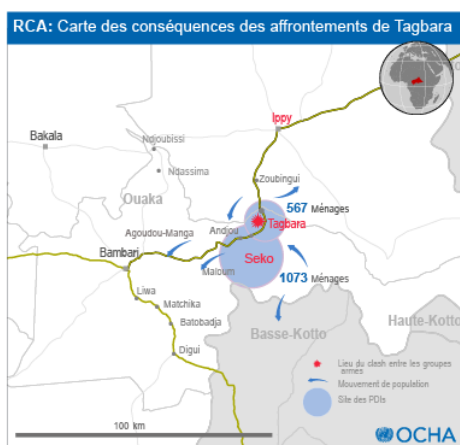
OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter de leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.



Au sommaire

- Tagbara, les civils continuent de payer le prix des violences P.1
- Réponse d'urgence pour rétablir les moyens de subsistance des populations de Bocaranga P.2
- La ville de Mongoumba accueille les rapatriés centrafricains du camp de Betou au Congo P.3

Tagbara, les civils continuent de payer le prix des violences



Après une période d'accalmie relative, la Préfecture de la Ouaka est à nouveau une source de préoccupation pour la communauté humanitaire. Des affrontements entre groupes armés Tagbara et Seko à 60 km et 70 km respectivement au Nord-est de la ville de Bambari, les 20 et 21 mars 2018 ont engendré de nouveaux mouvements de population. Quelque 11 700 personnes déplacées sont répartis entre Tagbara et la localité voisine de Seko. D'autres ont réussi à rejoindre les villes de Bambari et d'Ippy.

Protection des civils en péril

Une mission inter-agences dans cette région signale que les villages sont vides à partir de 30 km au Nord de Bambari en allant vers Tagbara. La plupart des habitations ont été incendiées et les biens (vivres et effets) saccagés ou pillés. Dans le même temps, les exactions contre les civils persistent sur les axes autour de Tagbara. Les groupes armés prélèvent arbitrairement du bétail, pillent et détruisent les semences réservées pour la prochaine campagne agricole.

A Seko, les éléments des groupes armés sont présents autour du site spontané de l'Eglise catholique qui abrite essentiellement des femmes et des enfants. Cela entrave la liberté de mouvement des déplacés et l'accès au site. Selon le Groupe de travail sur la protection (Cluster Protection) en RCA, les «attaques sont accompagnées de graves violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, particulièrement des meurtres, des violences sexuelles, des destructions et pillages des biens, des entraves à la liberté de mouvements et des attaques contre des cibles protégées». Les déplacés sont dans un état de dénuement extrême et les besoins sont multiples.



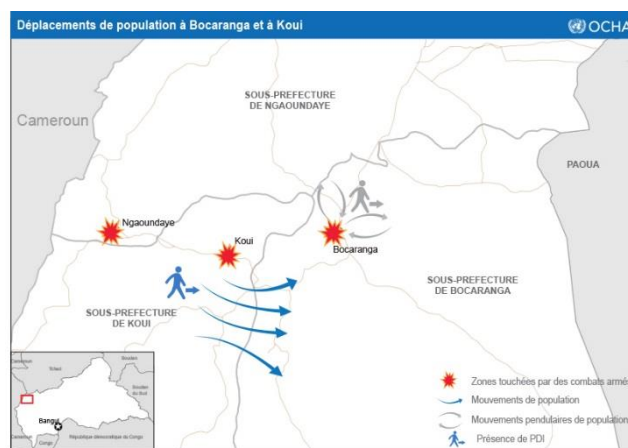
© Droits réservés, Tagbara, Préfecture de la Ouaka, RCA (24 mars 2018). Dans les déplacements de population, ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus affaiblis

La persistance de l'insécurité et la présence des éléments des groupes armés autour des sites empêchent les déplacés de retourner chez elles. Selon la mission inter-agences, des déplacés doivent se nourrir de mangues à défaut de pouvoir sortir des sites de déplacés.

Un début de réponse

Malgré un contexte sécuritaire délétère, la communauté humanitaire a été en mesure d'apporter une aide d'urgence aux déplacés. Cette aide inclut des kits de médicaments et d'hygiène destinés à couvrir les besoins de 2 000 personnes pendant trois mois pour les sites de Tagbara et de Seko. Les acteurs de la protection de l'enfance ont été en mesure de prendre en charge une trentaine d'enfants non accompagnés et de procurer des rations alimentaires aux familles qui ont recueilli des bébés orphelins. Des biscuits vitaminés ont également été distribués à ceux qui ont été le plus affaiblis par plusieurs jours de privation. Des produits d'hygiène et des kits d'assainissement ont également été mis à la disposition des déplacés.

Réponse d'urgence pour rétablir les moyens de subsistance des populations de Bocaranga



En février 2017, la ville de Bocaranga, située au Nord de la Centrafrique dans la préfecture de l'Ouham Pendé, a été le théâtre de combats entre des groupes armés. 20 000 personnes ont été forcées de quitter leurs foyers et de trouver refuge dans la brousse. D'autres ont traversé les frontières pour se réfugier au Cameroun ou au Tchad. L'accalmie intervenue au mois de mai 2017 et qui avait permis à une partie de la population de retourner à

Bocaranga a été de courte durée. La ville a été de nouveau occupée par les groupes armés de septembre à octobre 2017, forçant ainsi environ 20 000 personnes, soit la quasi-totalité de la population de la ville, au déplacement. Les habitants des villages périphériques, environ 5 000 personnes, se sont, quant à eux, réfugiés à Bocaranga. A ce jour, 18 000 personnes sont retournées à Bocaranga.

Depuis 2016, la région de Bocaranga a connu une succession d'attaques armées. La population vit dans un climat de méfiance. A la moindre alerte, elle se rend dans les sites des déplacés ou dans des familles d'accueil. Ces mouvements ont rendu la population encore plus vulnérable. Une allocation de plus d'1,5 millions de dollars américains pour des réponses d'urgences a été octroyée en 2016-17 aux acteurs humanitaires afin de répondre aux besoins des communautés affectées en éducation, abris, protection et sécurité alimentaire.

Réduction de l'insécurité alimentaire

Du fait des besoins sévères observés dans la zone, la région de Bocaranga a été une zone prioritaire pour le Fonds humanitaire en 2016 et 2017. Grâce à un financement du Fonds humanitaire, l'ONG Danish Refugee Council (DRC) a pris en charge 1350 déplacés et retournés dans la ville de Bocaranga dans le cadre d'un projet de sécurité alimentaire. Les bénéficiaires ont été formés aux techniques maraîchères et ont reçu des kits agricoles composés d'outils et de semence. Cet appui a transformé la vie de certains bénéficiaires qui désormais subviennent seuls à leurs besoins.

Joséphine Ngaya, une veuve âgée de 69 ans, est déplacée et vit avec ses huit petits-enfants. Elle est l'une des bénéficiaires du projet. « D'ici une semaine, je n'aurai plus à mendier pour nourrir mes petits-fils.

Je vendrai une partie des légumes que j'ai cultivés pour faire face à nos charges et nous mangerons à notre faim » confie-t-elle. Sa récolte n'est pas encore prête mais la perspective d'une certaine indépendance la rassure.

Originnaire de Kouï, à 40 km de Bocaranga, c'est en fuyant les affrontements entre groupes armés que son mari et ses deux fils ont trouvé la mort. « Avec mes petits-enfants, nous survivions jusqu'à présent grâce à la vente de bois » dit-elle.

Alain Maïdadi, lui, est l'une des personnes rentrées du Cameroun. « Je peux vous dire avec assurance et satisfaction que ma vie a pris un nouvel élan » témoigne-t-il. Après sa fuite, sa maison et tous ses biens avaient été incendiés.

Bénéficiaire du même projet que Joséphine, il est désormais en mesure de payer la scolarité de ses enfants et d'épargner de l'argent. Ses bénéfices lui ont aussi permis de quitter sa famille d'accueil et de louer une maison pour les siens.

Le village de Yadé renait

A 30 kilomètres de Bocaranga, le village de Yadé avait été entièrement incendié en mars 2017. Parmi les 700 habitants du village, 600 sont de retour. Confrontés à de sérieuses difficultés de réinstallation, ils ont bénéficié de l'appui de l'ONG Cordaid pour la reconstruction des maisons. Sur un financement du Fonds humanitaire, l'ONG a lancé un programme de travail contre argent (cash for work) grâce auquel les retournés ont commencé à reconstruire eux-mêmes leurs habitations.

Le projet a permis la reconstruction de 210 maisons de deux pièces dont 100 à Bocaranga centre, 50 au village de Yadé et 50 au village de Baria, situé à 47 km de Bocaranga vers la frontière camerounaise. 60 artisans de la zone ont bénéficié de formations techniques (maçonnerie, menuiserie et charpenterie), d'outils, ainsi que d'un suivi afin d'assurer la qualité des travaux et redynamiser l'économie locale. Les 210 ménages qui ont bénéficié de l'assistance en abris, ont aussi reçu des kits d'hygiène pour leur permettre de retrouver assez rapidement un quotidien et une « vie normale ».

« Je suis recruté comme maçon. Pour chaque maison construite, je gagne 25 000 FCFA (environ 74 dollars). J'en ai déjà construit cinq et je prévois bientôt de réinstaller ma famille dans une vraie maison. Nous habitons encore dans une hutte » dit Narcisse Zérou Léon, un des bénéficiaires du projet de Cordaid. « Nous dormons par terre sur des nattes avec nos enfants et ils tombent souvent malade. D'ici deux à trois semaines, ce cauchemar prendra fin et nous aurons enfin un toit ».

La deuxième phase du projet d'appui aux populations vulnérables (jeunes à risque et chefs de ménages) a débuté au mois de mars avec des Travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) d'une durée de trois mois. Ce projet mis en œuvre par DRC cible 1000 personnes dans les sous-préfectures de Kouï et Bocaranga.



©OCHA/Virginie Bero, Bocaranga Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (30 février 2018). Avec l'appui des animateurs formés par DRC, les bénéficiaires entretiennent les plants de cultures maraichères. La première récolte a eu lieu à la fin du mois de février.



©OCHA/Virginie Bero, Bocaranga Préfecture de l'Ouham Pendé, RCA (31 février 2018) Narcisse Zérou Léon pose devant sa nouvelle maison. Retourné du village de Mini, à la frontière du Tchad, il est l'un des 100 bénéficiaires du projet abris mis en œuvre par Cordaid à Bocaranga.

La ville de Mongoumba accueille les rapatriés centrafricains du camp de Betou au Congo

L'opération de rapatriement volontaire des 650 Centrafricains réfugiés en République du Congo a démarré le 31 mars 2018 grâce aux efforts conjugués du Gouvernement centrafricain et du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). La ville de Mongoumba, située à 205 kilomètres de Bangui, a accueilli le premier convoi composé de cent personnes en provenance du camp des réfugiés de Betou, dans la préfecture de Likouala (Congo).

La plupart de ces réfugiés sont arrivés au Congo entre 2013 et 2014, lors de la crise en République centrafricaine. Sébastien, 50 ans, a fui Bangui avec sa famille lorsque les violences ont éclaté en 2013 pour chercher asile à Betou. « J'avais fui mon pays depuis 2013 à cause de la guerre. Maintenant que la situation est redevenue normale à Bangui, j'ai décidé de rentrer avec ma famille pour participer au développement de mon pays, » dit-il.

Avant la crise, Sébastien gagnait sa vie grâce aux activités agricoles qu'il menait et la vente de charbon. A présent, il compte sur l'appui du Gouvernement pour « faciliter la réintégration de ceux qui ont tout perdu et les aider à recommencer une nouvelle vie. »

Le HCR, dans le cadre de son appui au gouvernement, a remis aux rapatriés un kit de réintégration devant leur permettre de développer des activités génératrices de revenus. Dans cette même optique, les rapatriés ont reçu du Programme alimentaire mondial (PAM) des vivres pour 3 mois. Les agences du système des Nations Unies sont toutes impliquées afin de rendre le retour des rapatriés durable et de faciliter leur réintégration.

Présent aux côtés du Représentant du HCR et des autorités locales de Mougoumba, le ministre de la Sécurité publique, Henri Wanzet Linguissara, a expliqué que le retour de ses compatriotes symbolise aussi celui de la paix en Centrafrique. « Le gouvernement est conscient de sa responsabilité de résoudre le problème des maisons détruites et occupées illégalement » a-t-il indiqué. A cet effet, il a demandé aux autorités locales ainsi qu'aux forces de sécurité intérieure de veiller à ce que les réfugiés ne soient pas dépossédés de leurs biens, les maisons et leurs plantations du fait de leur longue absence.

La République du Congo abrite 32 223 réfugiés centrafricains dont 21 431 dans le département de la Likouala, principalement à Betou. La majorité des réfugiés (60%) vivent en communauté d'accueil et 40% vivent dans 2 sites aménagés : le site d'Ikpengbele et le site dit du 15 avril.



©UNHCR RCA. Mougoumba, Préfecture de la Lobaye, RCA (31 mars 2018). La famille de Sébastien arrive à Mougoumba après un trajet de quelques heures. Le camp de Bétou est à 78 km de Mougoumba.

Les femmes dans les déplacements de population

Hommage à la résilience des femmes déplacées

Femme battante, charismatique, Gisèle Bedani, surnommée « Aid Man » (celle qui aide tout le monde), est une figure de la résilience. Veuve, la cinquantaine, Gisèle est mère de deux enfants. Elle a adopté dix autres enfants pendant la crise de 2013 qui l'a contrainte à fuir son quartier de Boulata dans le 3^{ème} arrondissement de Bangui pour se réfugier au site de déplacés de l'aéroport de M'Poko. A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes et par devoir de mémoire, Gisèle Bedani a tenu à partager son expérience de femme déplacée avec les étudiants de l'Université de Bangui.



©OCHA/Yaye N. SENE. Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (7 mars 2018). Awa Hassan (à gauche) et Gisèle Bedani (à droite) se remémorent leur vie de femmes déplacées sur le site de M'Poko lors de la projection du film documentaire « Zone III » de Pascale Serra.

Cet échange faisait suite à la projection d'un film documentaire sur la vie dans le site de M'Poko dont elle est le personnage principal, « Zone III ».

Un centrafricain sur 4 est soit réfugié, soit déplacé interne. Depuis janvier 2017, le nombre de personnes déplacées internes ne cessent d'augmenter. En août, il est passé au-dessus de la barre des 600 000 déplacés, autant qu'en 2014. Il atteignait 680 962 en février 2018.

Les femmes et les enfants constituent la majorité des déplacés, d'où l'importance d'aborder ce sujet à l'occasion de la journée du 8 mars, célébrée sous le thème « L'heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes ».

Une commerçante déplacée interne

Le 5 décembre 2013, lorsque des hommes armés ont attaqué son quartier, la vie de Gisèle a pris une autre tournure. Avant cette date fatidique, Gisèle avait un petit restaurant qui lui permettait de subvenir à ses besoins. « Je me suis retrouvée avec mes enfants sur le site de déplacés de M'Poko, du jour au lendemain, sans rien. J'avais tout perdu, ma maison, mes biens et mon mari. Trois jours après notre arrivée à M'Poko, nous n'avions plus rien à manger. Aucun moyen de survie. Nous pleurons nuit et jour jusqu'au moment où j'ai réalisé qu'il fallait que je me relève et que je me batte pour nourrir mes enfants ».

Sur le site de M'Poko l'assistance de Aid Man prend toute sa valeur

Après ce sursaut, Gisèle s'est remise à son métier : la restauration. « Grâce aux 2500 francs CFA qu'un de mes fils adoptifs m'a donné, j'ai relancé mon affaire sur le site. Dès le premier jour, j'ai fait un bénéfice de 8000 francs CFA. Au fur et à mesure, j'ai commencé à avoir une certaine notoriété. Les enfants et les déplacés qui n'avaient rien à manger pouvaient toujours venir manger gratuitement dans mon restaurant ».

C'est ce qui lui a valu le surnom de « Aid Man » pour dire celle qui aide tout le monde. Cette assistance finira par la suite à se concrétiser au sein d'une association Bé oko (Cœur Unis).

Petit à petit, Gisèle a pu économiser de quoi inscrire ses deux enfants adoptifs à l'université. Aujourd'hui, trois d'entre eux sont en licence à l'Université de Bangui. « Si je continue à me faire des soucis pour les biens que j'ai perdu je risque de mourir. Par contre, en rebondissant, je peux encore reconstruire ma vie. J'ai planté un arbre et, quand il commencera à produire des fruits, je vais cueillir. Ces fruits sont les enfants que j'ai adoptés et que je prends en charge », dit-elle.

En décembre 2016, après la fermeture du site de M'Poko, Gisèle a préféré ne pas retourner à Boulata, son quartier d'origine. Elle a loué une maison dans un autre arrondissement de Bangui. Son association, Bé oko, poursuit ses activités d'aide et de soutien aux plus vulnérables, les veuves et les orphelins. Avec les 200 veuves membres de l'association, Gisèle projette de se lancer dans une activité économique, comme la fabrication artisanale de savon, dès que tous les moyens seront réunis. Grâce à l'aide de certains particuliers et de ses économies, elle a acheté une parcelle de trois hectares dans la banlieue de Bangui pour y construire un jour un centre pour les orphelins. Gisèle Bedani a beaucoup d'idées et une volonté indéfectible pour aider les veuves et les orphelins mais elle se heurte au manque de moyens techniques et financiers. « Parmi ces femmes il y a des cultivatrices, mais elles manquent de moyen pour relancer les activités. Des jeunes filles qui sont devenues cheffes de foyers ont la volonté d'effectuer de petits métiers mais elles n'ont pas de formation ».



©UNICEF RCA. Bangui, Préfecture de l'Ombella M'Poko, RCA (7 mars 2018). Gisèle Bedani était venue participer au débat sur les femmes dans les déplacements de population accompagnée des membres de Be Oko. La plupart sont veuves et anciennes déplacées de M'Poko.

Bonnes nouvelles



L'UNICEF et l'OMS ont lancé le 4 mars les Journées nationales de vaccination contre la poliomyélite. La campagne vise à vacciner 562 981 enfants de moins de cinq ans entre mars et octobre 2018. La RCA est engagée pour éradiquer la poliomyélite. Pour réussir ce pari, une stratégie globale est nécessaire : une surveillance efficace pour détecter tout cas suspect en vue d'une réponse rapide, le renforcement de la vaccination de routine ainsi que les campagnes de vaccination de masse de qualité.



La Coordinatrice humanitaire pour la République centrafricaine, Mme Najat Rochdi, s'est rendue à Washington et Ottawa, du 8 au 13 mars 2018, pour échanger avec les autorités américaines et canadiennes sur la situation humanitaire en RCA. Cette mission a permis de mesurer l'engagement de ces auprès de la population centrafricaine mais aussi de sécuriser des financements importants dans le cadre du Plan de réponse humanitaire 2018 pour la RCA.

En bref

Les autorités sanitaires centrafricaines ont déclaré, le 17 mars 2018, une épidémie de variole du singe (Monkeypox). Le foyer de l'épidémie est localisé à Bria (Haute Kotto) avec 3 cas et à Ippy (Ouaka) avec 6 cas. La situation est plus préoccupante à Ippy avec des contaminations en milieu hospitalier. Le risque de propagation de la maladie dans le centre de santé est jugé très élevé compte tenu de la promiscuité et de l'espace insuffisant. Une dotation par la communauté humanitaire pour les équipes de terrain a été décidée et comprendra des outils de travail, des matériels de protection du personnel et des intrants pour la prise en charge des cas.

Le saviez-vous ?



Le Fonds humanitaire pour la Centrafrique (FH RCA) souffle ses dix premières bougies cette année. Créé en 2008, il a alloué à ce jour 163,5 millions de dollars à des projets de réponse humanitaire d'urgence. Ce mécanisme de financement humanitaire multi-bailleurs, géré par OCHA, est parmi les cinq premières sources de financement du Plan de réponse humanitaire en RCA. Il est également la source de financement humanitaire la plus importante pour les ONG nationales.

Le tweet du mois Suivez-nous sur @OCHA_CAR

 **OCHA CAR @OCHA_CAR** · Mar 7

#JIF2018 Message des femmes anciennes déplacées aux étudiants de l'Université de Bangui après la diffusion du documentaire "Zone III" de Pascale Serra : "Les femmes centrafricaines seront toujours capables de rebondir et de surmonter les situations les plus difficiles".

 Translate from French



ONU Femmes, Joseph Inganji, Christine Muhigana and 7 others

  19  26 

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Inganji, Chef de Bureau, inganji@un.org, Tel. (+236) 70738730

Yaye Nabo Séné, Cheffe, Information publique, seney@un.org, Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : www.unocha.org/car | www.unocha.org |